

Centre d'éducation

Le risque réel d'une mort économique

La mort économique survient lorsqu'une invalidité prolongée vous empêche de gagner un revenu et que vous n'avez aucune autre source de revenus. Vous êtes toujours en vie, mais vous êtes maintenant un fardeau financier pour votre famille, vos amis et la société. Cela peut avoir un impact profond sur vous et l'avenir de votre famille, et pour certains, c'est pire que la mort.

Vous croyez que le risque est faible? Vous seriez surpris d'apprendre que les risques de souffrir d'une invalidité pendant vos années de vie active sont beaucoup plus élevés que les risques d'une mort prématurée. Selon les tables actuarielles, 3 personnes sur 10 souffriront d'une invalidité pendant au moins 90 jours entre l'âge de 35 et 65 ans. Parmi ces personnes invalides, la durée moyenne est de 2 ans et une personne sur 7 sera invalide pendant plus de 5 ans. Quelle qualité de vie auriez-vous si vous deviez vous passer d'un revenu pendant 5 ans ou plus?

Vous vous demandez sans doute : « **Si tant de gens souffrent d'une invalidité, je ne les vois pas et je ne les entends pas?** » De fait, la majorité de ces invalidités sont le résultat de maladies invisibles, comme une maladie cardiaque, un cancer, des troubles psychiatriques et la toxicomanie. De plus, de nombreux avocats cachent leur invalidité de peur qu'elle ait un effet négatif sur leurs confrères et les relations avec les clients. Seules les personnes proches de l'avocat invalide connaissent la véritable raison du « congé sabbatique à long terme », de la « retraite anticipée » ou du « départ pour commencer une nouvelle carrière ».

Une maladie ou un accident invalidants peuvent vous frapper même si vous vous croyez en bonne santé. De fait, le stress de la profession juridique peut vous exposer à un risque beaucoup plus élevé pour certaines maladies que le professionnel moyen. Chaque année, plus de 40 % des avocats qui soumettent une demande de prestations d'invalidité auprès de l'Association d'assurances du Barreau canadien (AABC) souffrent d'une maladie du système nerveux ou mental, comme la dépression, la toxicomanie et autres troubles neurologiques. Pour les autres groupes professionnels, ce taux chute de près de moitié.

Une police d'assurance invalidité, spécialement formulée pour les besoins de la profession juridique, est le moyen le plus efficace d'éviter une mort économique. Cette police d'assurance remplacera votre perte de revenu par une prestation mensuelle si vous n'êtes plus en mesure de pratiquer le droit. Bien que le coût de ces polices soit normalement plus élevé qu'une assurance vie, il reflète la possibilité accrue d'une demande de prestation et le paiement de prestations plus élevées.

Si vous négligez ou évitez vos besoins d'assurance invalidité, croyant que vous pourrez compter sur d'autres sources de revenus, tenez compte de ce qui suit :

Épargnes : Si vous épargnez 5 % de votre revenu chaque année, une invalidité d'une durée de six mois pourrait effacer 10 années d'épargne.

Retraits REER : Non seulement y a-t-il des conséquences fiscales et des pénalités sur vos retraits REER, vos projets de retraite à long terme pourraient être sérieusement compromis.

Emprunter de la banque : Il est fort improbable qu'une banque veuille prêter des fonds à une personne qui n'a pas de source de revenus.

Emprunter de la famille : Votre famille a ses propres besoins, obligations et objectifs financiers. Cela n'inclut pas le fardeau financier des prêts que le membre de la famille souffrant de malchance pourrait ne jamais rembourser.

Conjoint qui travaille : Peut-on vraiment songer qu'une seule personne puisse être, à la fois, le parent, l'infirmière personnelle et le gagne-pain? Qu'arrive-t-il si votre famille dépend de vos deux revenus? Est-il réaliste de croire que votre conjoint pourra facilement se trouver un nouveau travail pour combler la différence?

Liquidation de vos biens : Vous pourriez vendre vos biens, mais que vous restera-t-il si vous recouvrez la santé? Croyez-vous vraiment que les gens paieront la juste valeur marchande pour vos biens s'ils savent que vous devez vendre?

Prestations de l'État : Le Régime de pensions du Canada verse un montant calculé d'après le montant et la durée de vos cotisations. Pour y être admissible avant la retraite, vous devez prouver que vous souffrez d'une grave invalidité qui pourrait être fatale. Si vous y êtes admissible, la prestation maximale en 2010 est de 1 126,76 \$ par mois et ce montant est soumis à l'impôt. Les prestations de l'État comme le RPC et le bien-être social prévoient un revenu de subsistance à ceux qui sont dans le plus grand besoin.

Compte tenu des probabilités et du risque pour vous et votre famille, je crois que l'assurance invalidité représente l'achat le plus important de votre vie, en termes d'assurance. Même si vous avez déjà votre propre assurance invalidité personnelle ou collective, il faut en examiner les garanties de façon régulière pour vous assurer qu'il n'y a pas d'écart à combler et que vos prestations gardent le pas sur vos besoins de revenus.

Pour en apprendre davantage avant de consulter un agent d'assurance, l'Association d'assurances du Barreau canadien offre d'excellents articles instructifs et des outils de planification à l'intention des avocats au www.barinsurance.com. Vous y trouverez aussi le nom de votre représentant autorisé qui peut répondre à vos questions et vous aider à identifier vos besoins d'assurance invalidité.

Remarquez que mes conseils ne se destinent pas à remplacer ceux d'un expert en assurance dûment qualifié qui a personnellement examiné vos besoins personnels en matière de prestations et d'assurance.